



Municipal Pension Board of Trustees

Courrier : PO Box 9460, Victoria BC V8W 9V8 ♦ Lieu : 4^e étage -2957 Jutland Road, Victoria C.-B V8T 5J9 ♦ Téléphone : 250-356-6220 ♦ Fax : 250 356-6245
♦ Courriel : mpbt@pensionsbc.ca ♦ Web : mpp.pensionsbc.ca

Le 19 avril 2012

L'honorable James M. Flaherty,
Ministre des Finances
Ministère des Finances du Canada
140, rue O'Connor
Ottawa (Ontario) K1A 0G5

Monsieur le ministre,

Objet : Projet de loi C-377, Loi modifiant la *Loi de l'impôt sur le revenu* (exigences applicables aux organisations ouvrières)

Je vous écris au nom du Municipal Pension Board of Trustees à propos du projet de loi C-377 qui propose de modifier la *Loi de l'impôt sur le revenu* de manière à exiger des organisations ouvrières qu'elles fournissent des renseignements financiers au ministre à des fins de divulgation au public.

J'aimerais tout d'abord dire que le Municipal Pension Plan est le sixième régime de retraite au Canada par son importance et le plus gros de Colombie-Britannique. Au 31 décembre 2011, notre portefeuille de titres était estimé à quelque 27,8 milliards de dollars CAN, et la majorité des actifs étaient investis dans les marchés de capitaux canadiens. Plus de 220 000 Britanno-colombiens bénéficient de ce régime de retraite. Parce qu'il est de son devoir à l'égard de ses bénéficiaires d'exercer prudence et diligence pour ce qui est de protéger leur sécurité économique et de la promouvoir, notre organisme souhaite commenter les questions de politique publique qui, à son avis, ont un effet sur les intérêts financiers à long terme des participants.

Le projet de loi contient une définition de « fiducie de syndicat » dont on pourrait conclure qu'elle comprend les régimes de retraite investis au bénéfice des participants qui sont membres d'une organisation ouvrière. La voici :

« fiducie de syndicat » fiducie ou fonds dans lesquels une organisation ouvrière possède un intérêt juridique, bénéficiaire ou financier, ou qui sont constitués ou administrés en tout ou en partie au bénéfice d'une organisation ouvrière, de ses membres ou des personnes qu'elle représente.

Le Plan a parmi ses membres des particuliers représentés par des organisations ouvrières, et le fonds est administré en partie au bénéfice de ces participants.

Il ne serait pas raisonnable de s'attendre que le Plan fournisse au ministre des renseignements détaillés sur toutes les opérations de plus de 5 000 \$ comme semble l'exiger l'alinéa 3b). Le Plan tient des dossiers financiers, qui sont vérifiés et publiés chaque année dans son rapport annuel et déposés auprès de la Financial Services Commission of British Columbia. C'est dans la Pension Benefits Standards Act (PBSA) de la province que se trouvent les exigences de tenue de tels dossiers et rapports.

Le projet de loi a été rédigé de telle sorte qu'il représente un fardeau administratif et exigerait des violations des accords de confidentialité et de non-divulgence qui font partie intégrante des investissements comme les placements privés. Il découragerait d'autres parties d'avoir à faire avec le Plan ou son agent d'investissement, la British Columbia Investment Management Corporation. Si le projet de loi était interprété comme exigeant des gestionnaires de placements qu'ils fassent des déclarations aussi détaillées, il est douteux que le Plan puisse en trouver qui soient disposés à investir en lui.

Bien d'autres régimes de retraite au Canada auraient des difficultés du même ordre.

Je vous demanderais respectueusement de soulever ces préoccupations auprès du Comité des finances de la Chambre des communes et en Chambre.

Cordialement,



Richard Taylor
Président du conseil

p.c. : Russ Hiebert, député de South Serrey – White Rock – Cloverdale
Comité permanent des finances de la Chambre des communes (aux soins de Guyanne L. Desforges, greffière du comité)
Brendan Dick, vice-président du conseil, Municipal Pension Board of Trustees
Municipal Pension Board of Trustees
John Wilson, président, College Pension Board of Trustees
Ron McEachern, président, conseil de fiduciaires de la Caisse de retraite de la fonction publique
Joann Cain, présidente, conseil de fiduciaires de la Caisse de retraite des enseignants
Vicky Grabb, agente administrative principale, Municipal Pension Board of Trustees
Bruce Kennedy, directeur exécutif, College, Public Service & Teachers' Pension Boards of Trustees
Doug Pearce, PDG, British Columbia Investment Management Corporation
Laura Nashman, PDG, British Columbia Pension Corporation
Beverly Bowes, secrétaire du conseil, Municipal Pension Board of Trustees
Susan Baptista, secrétaire du conseil, College, Public Service & Teachers' Pension Boards of Trustees